



## MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

---

# ***LES DEUX CHINES***

---

Capitaine de frégate Jean-Christophe CAËL  
Groupe A6 – 1999/2000

## **FICHE DE PRESENTATION**

**1.** Mémoire de géopolitique « Les deux Chines »

**2.** Capitaine de frégate Jean-Christophe CAËL (France)

**3.** 15 février 2000

**4.** Division A

**5.** Mémoire de géopolitique

**6.** Les rapports entre la République Populaire de Chine et la République de Taiwan sont fondés depuis cinquante ans sur une logique de confrontation politique. Cette logique répond à une politique de réunification, au besoin par la force, prônée par Pékin et à une politique d'indépendance ou de rapprochement menée à Taipei. L'étude des facteurs de rapprochement, d'éloignement et de confrontation entre Pékin et Taipei et leurs enjeux, notamment dans le domaine économique pour la Chine continentale, montrent que le statu quo devrait se prolonger tout du moins tant que la Chine continentale aura plus à perdre qu'à gagner dans toute réunification par la force.

**7.** Mots clefs : République Populaire de Chine, Taiwan, Réunification, Indépendance, Parti Communiste chinois, Kuo-mintang.

# LES DEUX CHINES

INTRODUCTION .....	3
<b><u>1.- FACTEURS DE RAPPROCHEMENT</u></b> .....	5
<b>1.1.- Une histoire commune</b> .....	5
<b>1.2.- Des populations très proches</b> .....	7
<b>1.3.- Des échanges culturels croissants</b> .....	8
<b>1.4.- Economies</b> .....	8
1.4.1.- <i>Les développements économiques de Taiwan et de la Chine populaire</i> .....	9
1.4.2.- <i>Les liens économiques entre les deux Chines</i> .....	10
<b><u>2.- FACTEURS D'ÉLOIGNEMENT</u></b> .....	11
<b>2.1.- République Populaire de Chine</b> .....	12
2.1.1.- <i>Le message du 1<sup>er</sup> janvier 1979</i> .....	12
2.1.2.- <i>La déclaration en 9 points de Ye Jianying (30 septembre 1981)</i> .....	13
2.1.3.- <i>Le Livre blanc du Parti Communiste chinois (août 1993)</i> .....	14
2.1.4.- <i>Le discours en 8 points de Jiang Zemin (30 janvier 1995)</i> .....	15
<b>2.2.- République de Chine</b> .....	15
2.2.1.- <i>Le Kuo-mintang : « un pays, deux entités politiques égales »</i> .....	16
2.2.2.- <i>Les Lignes directrices de l'unification nationale (mars 1991)</i> .....	17
2.2.3.- <i>Le Livre blanc du gouvernement de Taipei (juillet 1994)</i> .....	18
2.2.4.- <i>Le Parti démocratique progressiste : l'indépendance de Taiwan</i> .....	19
2.2.5.- <i>Le Nouveau Parti</i> .....	20
2.2.6.- <i>Les élections présidentielles de mars 2000</i> .....	21
<b><u>3.- FACTEURS DE CONFRONTATION</u></b> .....	23
<b>3.1.- Les défenses nationales</b> .....	23
3.1.1.- <i>République Populaire de Chine</i> .....	23
3.1.2.- <i>République de Chine</i> .....	25
<b>3.2.- Les espaces maritimes</b> .....	26
<b>3.3.- L'espace</b> .....	27
<b>3.4.- Pékin, Taipei et ... Washington</b> .....	29
CONCLUSION .....	33
BIBLIOGRAPHIE .....	35
ANNEXE : Carte de la Chine continentale et de Taiwan.....	36

## INTRODUCTION

Le premier octobre dernier la République Populaire de Chine a fêté son cinquantième anniversaire en proclamant au monde entier que Taiwan fait et fera toujours partie intégrante de la Chine populaire. Le 16 décembre 1999, l'ambassadeur de la République Populaire de Chine à Paris, son excellence Monsieur Wu Jianmin, annonçait au cours d'un petit-déjeuner débat organisé par le Forum du futur : « *Le retour de Hong-Kong et le retour prochain de Macao à la mère patrie ont montré que le régime un pays / deux systèmes marche très bien. Ces deux retours ont initialisé le courant de réunification de la Chine et je suis convaincu que le jour n'est pas très éloigné où Taiwan retournera dans la Chine* ».

Sur l'autre rive du détroit de Formose, la République de Chine de Taiwan se prépare aux élections présidentielles de mars 2000. Au cours de cette campagne le président sortant, M. Lee Teng-hui du parti du Kuo-mintang, a relancé une nouvelle fois la polémique en déclarant, en juillet dernier, que les relations entre la Chine populaire et Taiwan devaient se situer « *d'Etat à Etat* » et milité à nouveau en faveur de sa thèse des deux Etats.

Il est aujourd'hui difficile de prévoir quel sera l'avenir de Taiwan, alors « deux Etats pour deux systèmes » ou après Hong-Kong et Macao, Taiwan ? Si on ne s'en tient qu'à certains chiffres, on voit mal de prime abord comment un pays de 36 000 km<sup>2</sup> et 22 millions d'habitants ne pourrait pas être intégré par un pays historiquement très proche, qui le revendique comme province, distant d'à peine 150 kilomètres, 260 fois plus vaste et 55 fois plus peuplé ! Ces simples chiffres, si parlant soient-ils, ne suffisent bien évidemment pas. Des éléments de réponse complémentaires peuvent être apportés aux travers des facteurs qui, aujourd'hui, éloignent ou rapprochent ces deux Chines. Ainsi, M. François Thual rapportait en 1999 dans un entretien publié par la Revue française de géoéconomie « *On observe dans le continent asiatique, dans ces masses énormes d'êtres humains, des lignes de fractures nationales, identitaires, politiques et économiques extrêmement nombreuses qui laissent penser que le centre de conflictualité du 21<sup>ème</sup> siècle se déplacera dans cette région* ». Pour ce qui concerne la République Populaire de Chine et la République de Chine on observe en fait que la ligne de fracture entre ces deux Chines est avant tout politique mais que la ligne de fracture identitaire et culturelle n'est pas aussi apparente que cela, on pourrait même avancer que dans ce domaine les deux Chines sont restées très proches depuis l'instauration de la République Populaire de Chine en 1949.

L'analyse des facteurs d'éloignement et de rapprochement montre que la situation actuelle devrait se prolonger longtemps malgré son caractère inachevé pour la Chine populaire qui assimile Taiwan à une province, et sa précarité pour la République de Chine qui reste de ce fait écartée au niveau étatique de toutes les instances internationales. Ainsi dans l'étude des rapports qu'entretiennent la Chine populaire et la République de Chine, il sera intéressant de se pencher sur les facteurs qui poussent au rapprochement des deux Chines, sur ceux qui favorisent plutôt un éloignement et enfin sur les facteurs de confrontation, terrains sur lesquels se toisent Pékin et Taipei et, qui, en plus de ces deux acteurs, impliquent de façon plus ou moins prononcée les Etats-Unis.

## **1.- FACTEURS DE RAPPROCHEMENT**

Ces facteurs de rapprochement sont ancrés au plus profond de la société chinoise. En effet, de part et d'autre du détroit vivent deux sociétés historiquement, culturellement et maintenant économiquement de plus en plus proches.

### **1.1.- Une histoire commune**

A l'origine, occupée par des populations malaises et polynésiennes, l'île de Taiwan est devenue, dès le milieu du XVII<sup>ème</sup> siècle, un des principaux points de destination des immigrants chinois qui fuyaient l'occupation mandchoue. Ces derniers provenaient principalement de la région de Min Nan au sud du Fujian et le dialecte qu'ils ont apporté avec eux est encore aujourd'hui parlé par la grande majorité des Taiwanais même si le chinois reste la langue officielle. A cette époque, l'île a servi de base à un pirate Cheng Cheng-kung qui formait le projet de chasser les Mandchous de Chine.

La communauté de culture avec le continent s'est encore affirmée au cours des siècles qui suivirent (1683-1895), pendant lesquels les Mandchous de la dynastie Qing occupèrent l'île qu'ils ont administrée, mise en valeur et défendue contre les tentatives d'invasions étrangères, principalement japonaises et occidentales. Pendant cette période, la culture populaire chinoise, puis les pratiques administratives s'implantèrent dans l'île, elle fut par la suite cédée au Japon par la Chine en 1895 et resta nipponne jusqu'en 1945.

Paradoxe historique, avant 1942, ni le Kuo-mintang ou le Parti Communiste chinois ne réclamaient le retour de Taiwan à la Chine. En 1914, Sun Yat-sen avait encouragé les Taiwanais du Mouvement autonomiste à atteindre leur objectif politique dans le cadre de l'empire japonais ; en 1936, Mao Zedong, et en 1938, Tchiang Kaï-shek étaient favorables à l'indépendance de Taiwan; Tchiang Kaï-shek manifesta un premier intérêt pour Formose pendant la guerre sino-japonaise. Cet intérêt se confirma à la conférence du Caire (1943) au cours de laquelle Roosevelt et Churchill promirent à Tchiang Kaï-shek la restitution à la Chine de tous les territoires conquis par le Japon (Mandchourie, Taiwan, Pescadores) en échange d'un engagement du gouvernement chinois à poursuivre les hostilités contre l'Empire nippon. Ainsi en 1945, la Chine reprit possession d'une île qu'elle avait peu gouvernée, longtemps négligée et dont la population parlait surtout le min-nan ou, si elle était éduquée, le japonais. Une des premières tâches du gouvernement nationaliste fut d'imposer l'apprentissage du mandarin, on imagine les tensions qu'une telle situation provoqua.

L'état d'esprit de Cheng Cheng-kung anima, trois siècles plus tard, Tchang Kai-chek lorsque, accompagnés de ses fidèles, il se réfugiait à Taiwan considéré comme une base de repli temporaire et construisait son pouvoir politique autour du mythe de la réunification.

Aujourd'hui, la République de Chine de Taiwan se trouve dans une situation internationale difficile. En effet si en 1949 cette république tenait son rang sur la scène internationale, la situation s'est aujourd'hui complètement retournée. Le 25 octobre 1971 Taipei perdait sa place à l'Organisation des Nations Unies au profit de Pékin. En 1993 Taipei entamait une première campagne en faveur de sa réadmission aux côtés de la Chine continentale en se fondant sur le précédent de la double représentation de la Corée. Cette campagne, reconduite les années suivantes, s'est systématiquement heurtée à la République Populaire de Chine opposée à la création d'une commission chargée de statuer sur l'absence de représentation de Taipei au sein des Nations Unies. Taiwan, puissance financière forte, a également été exclue du Fond Monétaire International (FMI) et de la banque mondiale. Autre situation paradoxale, alors que le nucléaire est une composante importante des sources énergétiques de l'île, Taiwan ne peut pas être membre de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) tout en invitant les inspecteurs de celle-ci à visiter ses centres.

Parallèlement les pays du monde entier se sont tournés peu à peu vers Pékin, Paris et Washington ont rompu diplomatiquement avec Taipei et établi des relations avec Pékin respectivement en janvier 1964 et décembre 1978. Le dernier pays majeur en date est l'Afrique du Sud qui, sortant de l'Apartheid, a rompu ses relations diplomatiques avec Taiwan le 31 décembre 1997 pour les établir avec la République Populaire de Chine le 1<sup>er</sup> janvier 1998. Aujourd'hui, 160 Etats ont reconnu la Chine continentale contre 28 pour Taiwan<sup>1</sup>.

Ainsi au cours des cinquante dernières années, la mise au ban des nations de Taiwan s'est conjuguée avec une montée en puissance sur la scène internationale de la République Populaire de Chine, le bilan des réalisations du socialisme fait par le journal des intellectuels du Parti Communiste chinois cite notamment comme victoire :

*« De pays ne possédant pas de diplomatie indépendante, ni de stature internationale, la Chine est devenue un Etat jouissant d'un grand prestige sur la scène mondiale, capable d'appliquer une politique étrangère indépendante et souveraine. Les cinquante années de la nouvelle*

---

<sup>1</sup> Jean-Pierre Cabestan, «Recrudescence de tension «d'Etat à Etat» dans le détroit de Formose», Perspectives chinoises, juillet-août 1999, p 6

*Chine sont donc un demi-siècle de gloire qui forme une base solide pour la poursuite du développement de notre grande patrie»<sup>1</sup>.*

## **1.2.- Des populations très proches**

La population de Taiwan constitue par ses origines même un facteur de rapprochement avec la Chine populaire. En effet, sur les 22 millions d'habitants que compte Taiwan, plus de la moitié sont des descendants des immigrants chinois venus au XII<sup>ème</sup> et au XVI<sup>ème</sup> siècles de la province Fujian, un cinquième sont des descendants des immigrants chinois venus au XIX<sup>ème</sup> siècle de la province Canton et enfin un cinquième descendent des immigrants nationalistes de 1949. Ces arrivées successives font qu'aujourd'hui bon nombre de familles chinoises sont physiquement séparées par le détroit de Formose. On rencontre même aujourd'hui des situations qui pourraient être qualifiées de paradoxales, en effet, descendant d'immigrants nationalistes de 1949, certaines familles se sentent, suivant les générations, taiwanaises ou chinoises. Ainsi il n'est pas rare de rencontrer une famille dont le grand-père, qui a fui la Chine continentale avec Tchiang Kai-shek, s'identifie tout à fait à l'île en affirmant que Taiwan est un pays et devrait être considéré comme tel sur le plan international, dont le père se considère avant tout comme chinois pas de la République Populaire de Chine mais de la Chine du passé ou de l'avenir, et dont le fils, qui ne veut pas oublier ses ancêtres, se considère comme chinois et pas taiwanais et pense que la Chine et Taiwan ne font qu'un.

Il a fallu pourtant attendre près de quarante ans pour que ces familles décomposées commencent à se retrouver, en effet les politiques menées de part et d'autre du détroit ont fait que les relations entre les deux sociétés se sont pratiquement interrompues entre 1949 et 1987, les seules visites de ressortissants de la République de Chine sur le continent se faisaient alors dans l'illégalité. Le véritable tournant s'est produit le 15 juillet 1987 lorsque la loi martiale a été abolie sur l'île, dès novembre de la même année les Taiwanais ont été autorisés à se rendre en Chine continentale pour voir leur famille. Le nombre de visites sur le continent a alors explosé passant de moins de 10 000 avant 1987, à 15 700 en 1987, 1 540 000 en 1993 et 1 850 000 en 1997. De l'autre côté le flux annuel de visiteurs du continent sur l'île est beaucoup plus faible puisque de environ 23 000 entre 1988 et 1991 il est évalué 67 000 en 1998. Ces

---

<sup>1</sup> Courrier International, «Chine 1949-1999», 30 sept.-06 oct. 1999, p 41

chiffres montrent à quel point les deux sociétés se sont retrouvées depuis 1987, il faut ajouter à ces flux les 150 000 Taiwanais qui résident en permanence sur le continent<sup>1</sup>.

### **1.3.- Des échanges culturels croissants**

Dans le domaine culturel également les échanges entre les deux Chines vont croissant depuis le milieu des années 1980 et la levée par Taipei des interdictions qui limitaient ces contacts. Certes, le chemin à parcourir est long si on se souvient de la déclaration de Zhou Enlai à propos de Han Liwu qui fut chargé fin 1948 / début 1949 par Tchiang Kai-shek d'organiser le transfert vers Formose des collections impériales conservées jadis dans la Cité interdite : « *l'un des plus grands criminels de l'histoire chinoise* ».

Les choses ont depuis beaucoup évolué, ces échanges concernent non seulement le domaine culturel (expositions artistiques, théâtre...) mais aussi des rencontres sportives, des conférences universitaires, des rencontres entre chercheurs, des travaux d'archéologie menés en commun, des contacts entre organisations religieuses... Les exemples illustrant cet accroissement des relations culturelles abondent, on peut notamment citer : « *la reconnaissance à Taiwan d'une trentaine de diplômés universitaires d'établissements d'enseignement supérieur de Chine populaire, l'ouverture à Shenzhen de la première école primaire taiwanaise destinée à accueillir les enfants des hommes d'affaire de Formose, l'ouverture des frontières aux ouvrages publiés de part et d'autre du détroit* »<sup>2</sup>. Quelques bémols viennent tout de même émailler ces échanges notamment sur le continent où le Parti Communiste chinois conserve un contrôle strict sur les domaines jugés sensibles comme par exemple les médias. En revanche, à Taiwan, Lee Teng-hui, qualifié pourtant par certains de nationalistes taiwanais, n'a « *jamais nié les liens historiques, humain et culturel qui unissent Taiwan au continent* »<sup>3</sup>.

### **1.4.- Economies**

Bien que les niveaux économiques des deux Chines soient aujourd'hui peu comparables, la montée en puissance de la Chine continentale et des liens économiques de part et d'autre du détroit vont à terme faire de l'économie un facteur de rapprochement non négligeable.

---

<sup>1</sup> Jean-pierre Cabestan, «Taiwan Chine populaire : l'impossible réunification», Dunod, p 121, «La Chine populaire, Taiwan et les Etats-Unis, Echanges constructifs ou dilemme stratégique ?», Géopolitique N° 67, p 63

<sup>2</sup> Jean-pierre Cabestan, «Taiwan Chine populaire : l'impossible réunification», Dunod, p 129

<sup>3</sup> Lee Teng-hui, «La position de Taiwan», Perspectives chinoises, juil.-août 1999, p. 94

#### 1.4.1.- *Les développements économiques de Taiwan et de la Chine populaire*

Dans le domaine économique le fossé entre Taiwan et la Chine populaire est encore aujourd'hui énorme, ainsi en 1996 « *les 21 millions de Taiwanais produisaient une richesse nationale équivalente à la moitié de celle réalisée par les 1,2 milliards de Chinois continentaux. Leur commerce extérieur n'est inférieur à celui de Pékin que depuis 1992, leur niveau de vie est près de cinq fois supérieur à celui de leurs compatriotes de Chine communiste* »<sup>1</sup>.

On connaît les causes de l'avance de Taiwan sur la Chine continentale : « *un miracle économique fondé sur une réforme agraire (1951-1953) réussie, une politique de substitution des importations, une industrialisation extrêmement rapide (à deux chiffres pendant plus de deux décennies – les années 60 et 70), une volonté d'expansion systématique des exportations et un rôle essentiel de l'Etat dans la définition de la stratégie de développement, par une planification indicative et aussi en s'appuyant sur les grandes entreprises nationales* »<sup>2</sup>.

L'économie de la Chine populaire a entre 1949 et 1978, pris un grand retard sur celle de sa rivale. La stratégie autarcique de développement que Mao Zedong avait choisie, les contraintes politiques et idéologiques que le Parti Communiste a constamment imposées à l'économie ont interdit à la Chine communiste d'une part d'améliorer de manière sensible le difficile équilibre population/ressources et d'autre part d'introduire les technologies nécessaires à un véritable décollage.

En 1979, le Parti Communiste chinois a radicalement modifié son orientation politique et s'est efforcé, en assouplissant progressivement l'emprise étatique qui étouffait l'économie chinoise, de rattraper le temps perdu ; tournant le dos à quelque trente ans de maoïsme, la Chine s'est progressivement attelée à l'économie mondiale.

Ce décollage de l'économie chinoise (le taux de croissance du Produit Intérieur Brut -PIB- se stabilise officiellement depuis quelques années à environ 7 %) a permis une hausse très nette du niveau de vie moyen et du pouvoir d'achat (les revenus des fonctionnaires ont été augmentés de 30 %). Il a eu aussi pour conséquence une augmentation des disparités régionales : alors que certaines provinces côtières (Guangdong, Jiangsu ...) caracolent en tête et qu'un deuxième groupe de régions (Shandong, Fujian ...) tire aussi largement profit de la

---

<sup>1</sup> & <sup>2</sup> Jean-pierre Cabestan, «Taiwan Chine populaire : l'impossible réunification», Dunod, p 21 & 22

dynamique de développement, un grand nombre de provinces des terres intérieures connaissent un démarrage beaucoup plus lent (Shaanxi, Gansu ...). Il apparaît aujourd'hui probable que les provinces côtières les plus développées rattraperont à moyen terme Taiwan.

#### 1.4 .2.- *Les liens économiques entre les deux Chines*

Malgré cet écart les liens économiques entre les deux Chines sont devenus de plus en plus forts. En effet, l'ouverture des relations d'affaires entre Taiwan et le continent ont fait qu'en une dizaine d'années l'économie de l'île est devenue extrêmement liée à celle de Chine. En 1992, Lee Kwan Yew, parfois reconnu comme le médiateur officieux entre Pékin et Taipei, avait mis en garde les autorités taiwanaises contre le risque d'une trop grande dépendance de l'économie de l'île à l'égard de celle du continent.

Cette alerte n'a cependant pas découragé les hommes d'affaires taiwanais qui, attirés par la proximité géographique, la communauté de culture et de langue ainsi que le bas prix de la main d'œuvre, ont continué à investir, principalement dans les provinces du Sud. « *De janvier à mai 1999, le commerce entre les deux rives a atteint 9,84 milliards de dollars, laissant apparaître un important excédent en faveur de Taiwan qui a seulement acheté pour 1,69 milliard de dollars de produits continentaux* »<sup>1</sup> faisant de l'île le quatrième partenaire et le deuxième fournisseur de la République Populaire de Chine . Depuis 1998, ce flux s'est toutefois dégonflé (- 25%) plus pour des raisons économiques que politiques. « *Officiellement, les investissements taiwanais sur le continent sont estimés à 25 milliards de dollars. Cependant, d'autres chiffres bien plus considérables circulent, faisant état de transferts financiers cumulés qui atteindraient 60 milliards de dollars* »<sup>2</sup>.

Cette situation semble d'autant plus alarmante que les liens économiques de part et d'autre du détroit installent une vulnérabilité bien plus grande pour Taiwan que pour la Chine communiste. En effet, alors que les investissements chinois à Taiwan ne comptent que pour une faible part du total des investissements de la République Populaire de Chine à l'étranger (10%) en raison notamment des barrières imposées par Taipei aux capitaux chinois, ceux effectués par les Taiwanais sur la Grande Terre comptent pour plus d'un tiers des investissements extérieurs de l'île. Ces chiffres peuvent toutefois être nuancés, en effet « *si 16,5 % des exportations taiwanaises sont destinées à la Chine (23 % Hong-Kong compris),*

---

<sup>1</sup> «Les échos de la République de Chine», volume 32 n° 22, 11 août 1999, p 4

<sup>2</sup> François Danjou, « Relations Chine – Taiwan : mythes et réalités », Défense Nationale, août-sept. 1998, p 195

*Taiwan ne dépend de ce pays que pour 4 % de ses importations (moins de 6 % Hong-Kong compris) »<sup>1</sup>. De plus, désireux d'attirer toujours plus d'investissements étrangers et soucieux de s'intégrer à l'économie mondiale (et notamment de rejoindre l'Organisation Mondiale du Commerce -OMC-, l'ambassadeur de la République Populaire de Chine à Paris a annoncé en décembre 1999 cette adhésion imminente suite à l'accord intervenu avec les Etats-Unis le 15 novembre dernier), Pékin de semble pas disposer d'armes économiques puissantes pour faire plier Taipei.*

Ainsi, l'histoire en grande partie commune de ces deux sociétés, la multiplication des échanges économiques, humains et culturels a profondément modifié le climat des relations dans le détroit de Formose. Si l'essor de ces relations n'a, jusqu'à présent, eu que peu d'impact sur les positions officielles de Pékin et Taipei quant à la réunification ou l'indépendance, elles ont permis aux deux sociétés chinoises de mieux se connaître et, dans une certaine mesure, de mieux se comprendre.

## **2.- FACTEURS D'ELOIGNEMENT**

Aujourd'hui le principal facteur d'éloignement des deux Chines se situe au niveau politique par le biais des politiques menées qu'elles soient de réunification ou d'indépendance selon qu'on soit continental ou insulaire. Bien que pour Taipei, jusqu'en 1991, et pour Pékin, encore aujourd'hui, l'unification du pays constitue une question strictement intérieure, celle-ci a constamment été étroitement intégrée à la politique étrangère de la Chine nationaliste, comme de la Chine populaire. En fait, la position diplomatique de ces Etats détermine pour une large part leur politique d'unification.

Pendant près de quarante ans, de part et d'autre du détroit de Formose, la politique de réunification de la Chine a été l'affaire d'un seul parti politique qui revendiquait la légitimité sur l'ensemble du territoire (le Parti Communiste pour la Chine populaire et le Kuo-mintang pour la Chine nationaliste). La démocratisation de la Chine nationaliste a compliqué les choses. Alors qu'à Pékin, la question de la province de Taiwan reste étroitement contrôlée par la direction du Parti Communiste et continue d'être considérée comme un problème interne au

---

<sup>1</sup> Jean-Pierre Cabestan, «La Chine populaire, Taiwan et les Etats-Unis, Echanges constructifs ou dilemme stratégique ?», Géopolitique n° 67, p 64

pays, à Taïpei, la pluralisation de la société a conduit à une multiplication des discours non seulement sur les voies et méthodes de l'unification, mais également sur le bien-fondé de cette unification.

## **2.1.- République Populaire de Chine**

Deux ans après la mort de Mao Zedong la Chine populaire a lancé une nouvelle politique d'unification. Au lendemain de la prise de contrôle du Parti Communiste chinois par Deng Xiaoping, l'Assemblée populaire nationale adoptait un Message pour les compatriotes de Taïwan. Publié dans le Quotidien du peuple du 1<sup>er</sup> janvier 1979, ce texte substituait au slogan « *nous devons absolument libérer Taïwan* » la formule « *la politique essentielle de la partie continentale de la Chine consiste en la réunification pacifique de la patrie* » ; de même la « *clique de Chiang Ching-kuo* » devenait les « *autorités de Taïwan* ». C'est de cette nouvelle approche qu'a émergé cinq ans plus tard la politique chère à Deng Xiaoping dite d'un Etat, deux systèmes. Englobant à la fois Hong-Kong, Macao et Taïwan, cette stratégie est restée, jusqu'à ce jour, inchangée.

### *2.1.1.- Le message du 1<sup>er</sup> janvier 1979*

Le premier texte contenait trois idées essentielles et nouvelles :

- reconnaissance du statu quo et des autorités de Taïwan : « *Les dirigeants de l'Etat ont exprimé leur détermination à réaliser la réunification de la patrie en tenant compte des conditions concrètes de Taïwan, en y respectant le statu quo de même que les opinions des personnalités des divers milieux de Taïwan. On adoptera des politiques et des mesures justes et raisonnables pour que les habitants de Taïwan ne subissent pas de pertes* ». Cependant, pour Pékin, Taïwan ne pouvait en aucun cas accéder au statut international d'Etat : « *Le monde reconnaît en général une seule Chine et le gouvernement de la République populaire de Chine est son seul gouvernement légal.* »,
- réunification pacifique du pays : Pékin demande l'ouverture d'un dialogue entre le gouvernement de la République Populaire de Chine et les autorités de Taïwan pour faire cesser la confrontation militaire dans le détroit et créer les conditions nécessaires à l'établissement de contacts et d'échanges,

- mise en place de liens, afin de permettre aux Chinois des deux côtés du détroit d'entretenir des contacts directs, et aux relations économiques entre Taiwan et le continent de se développer.

La contradiction principale de cette proposition réside dans le fait que Pékin reconnaît la division du pays et accepte de négocier avec les autorités de Taiwan une baisse de tension dans le détroit en subordonnant déjà ces mêmes autorités au gouvernement de la République Populaire de Chine. Peu après la parution de cette déclaration, Deng Xiaoping entretint cette contradiction en appelant Taiwan à changer de drapeau et à accepter la souveraineté de Pékin, il précisa en outre que l'abandon de l'option militaire contre l'île n'était que provisoire.

#### 2.1.2.- *La déclaration en 9 points de Ye Jianying (30 septembre 1981)*

Cette déclaration ne fit que préciser, à une seule différence près, cette politique. En effet ayant perçu l'ambiguïté d'une discussion de gouvernement à autorités, Pékin proposait désormais l'instauration d'une négociation entre le Parti communiste chinois et le Kuo mintang. Les sept autres points présentés par le président de l'Assemblée Populaire Nationale s'articulait autour de deux axes :

- le développement des relations entre la Chine continentale et Taiwan avant la réunification par l'instauration des « trois communications » (postales, commerciales, aériennes et maritimes) et l'établissement des « quatre échanges » (familiaux et touristiques, académiques, culturels et sportifs),
- le système politique et économique de Taiwan après la réunification : l'île jouira d'un « *haut degré d'autonomie en tant que région administrative spéciale* », elle pourra conserver ses forces armées, « *le gouvernement central ne s'ingérera pas dans les affaires locales à Taiwan* », « *le système socioéconomique de Formose restera inchangé, il en sera de même du style de vie et des relations économiques et culturelles avec les pays étrangers* ».

Contrairement à la déclaration de 1979, ce texte établit pour la première fois un lien entre Taiwan d'une part et Hong-Kong et Macao d'autre part. Toutefois, Ye Jianying se limite à demander aux Chinois de ces deux colonies de jouer le rôle de « *trait d'union* » entre les continentaux et les Taiwanais et « *d'apporter leur contribution à la réunification de la patrie* ».

### 2.1.3.- *Le Livre blanc du Parti Communiste chinois (août 1993)*

Publié par le Bureau des affaires de Taiwan et le Bureau d'information du conseil des Affaires de l'Etat, ce plaidoyer n'ajoute guère d'éléments nouveaux aux propositions de 1979 et de 1981. Intitulé *Le problème de Taiwan et la réunification de la Chine*, il constitue cependant le document le plus complet que le Parti Communiste chinois ait produit sur la question.

Ce Livre blanc contient en premier lieu une longue partie historique visant à contrer les thèses indépendantistes et à étayer la position du Parti Communiste chinois. Cette introduction historique qui fait également porter aux Etats-Unis la principale responsabilité de la division de la Chine (installation de la VIIème flotte américaine dans le détroit de Formose dès l'éclatement de la guerre de Corée) se termine sur l'argument suivant : « *Depuis la fondation de la République Populaire de Chine, 157 pays ont noué successivement des relations diplomatiques avec la Chine. Ils reconnaissent tous qu'il n'y a qu'une Chine, que le gouvernement de la République Populaire de Chine est l'unique gouvernement légal de la Chine et que Taiwan fait partie intégrante de la Chine* ».

Le Livre blanc rappelle ensuite les principes d'unification pacifique et ceux d'un pays, deux systèmes et parallèlement souligne le fait que l'appartenance de Taiwan à certaines organisations internationales a été préalablement soumise au gouvernement de Pékin : « *C'est seulement sous la condition préalable que le principe d'une seule Chine soit respecté rigoureusement que le gouvernement chinois peut envisager de régler, conformément à la nature, aux statuts et à l'état réel de certaines organisations internationales concernées, le problème de la participation de Taiwan aux activités de ces organisations sous une forme agréée et acceptée par lui* ». Ainsi, pour le *Livre blanc*, tandis que la République Populaire de Chine a adhéré notamment à la Banque Asiatique de Développement (BAD) ou à la Coopération Economique de l'Asie-Pacifique (APEC) en tant qu'Etat souverain, Taiwan ne participe à ces organisations « *que comme région chinoise* ». C'est le sens que donne le Parti Communiste chinois aux appellations « Taipei, Chine » (BAD) ou « Chinois, Taipei » (APEC) sous lesquelles est représentée Taiwan. Enfin, ce même Parti rappelle aux pays tiers que les aspects de leurs relations avec Taiwan qui touchent à la souveraineté nationale ou à l'intégrité territoriale de la Chine doivent recevoir l'aval du gouvernement central de Pékin. Quant aux ventes d'armes à Taiwan, la position de Pékin est nette : « *Tout pays ayant établi des rapports diplomatiques avec la Chine doit (...) s'abstenir de fournir des armes à Taiwan, sous une forme ou sous une autre, en évoquant tel ou tel prétexte* ».

« Ce texte constitue surtout une mise en garde teintée de menaces tant à Formose et ses différents courants politiques, qu'aux pays tiers. Discours de grande puissance, ce Livre blanc met également à jour la nervosité de Pékin au sujet d'une unification qui semble devoir progressivement lui échapper »<sup>1</sup>.

#### 2.1.4.- Le discours en 8 points de Jiang Zemin (30 janvier 1995)

Ce discours s'efforce de mettre en avant les liens historiques et culturels qui rattachent Taiwan à la Chine continentale, son ton est relativement conciliant. Sans modifier sa position de principe, Pékin fait preuve d'une relative souplesse sur un certain nombre de questions.

L'ouverture la plus importante concerne la dissociation entre la négociation sur la réunification et la négociation d'un accord de fin d'hostilités dans le détroit. De plus, évolution depuis le discours de 1981, pour la première fois également, Pékin est formellement disposée à élargir cette négociation aux différents partis politiques représentatifs de Taiwan.

La deuxième avancée notable est l'acceptation par Pékin de négocier sur les modalités suivant lesquelles les dirigeants de Taiwan pourront rencontrer leurs homologues continentaux. Une telle proposition est susceptible de faciliter l'organisation d'un sommet entre les présidents Lee Teng-hui et Jiang Zemin.

La troisième concession concerne l'acceptation par Pékin d'ouvrir des négociations sur la conclusion d'un accord spécifique (de peuple à peuple ou officieux) de protection des investissements taiwanais en Chine populaire.

Il n'en demeure pas moins que les ouvertures proposées sont relativement secondaires et ne modifient pas la politique de réunification du Parti Communiste chinois.

## 2.2.- République de Chine

La démocratisation de la République de Chine a provoqué une multiplication des discours sur la question de la réunification qui ont pesé sur la position officielle du gouvernement de Taipei. Celui-ci doit d'une part prendre de plus en plus en compte les arguments du Parti démocratique progressiste, la principale formation d'opposition, et d'autre part s'efforcer d'éviter une rupture complète avec le courant minoritaire du Kuo-mintang, dominé par les

---

<sup>1</sup> Jean-Pierre Cabestan, «Taiwan Chine populaire : l'impossible réunification», Dunod, p 82

continentaux, afin d'empêcher tout renforcement du Nouveau parti resté très attaché à la réunification rapide de la Chine. La question des relations avec la République Populaire de Chine fait donc l'objet de trois positions distinctes, dont deux, celles du courant majoritaire du Kuo-mintang et du Parti démocratique progressiste, possèdent de nombreux éléments de convergence.

### 2.2.1.- *Le Kuo-mintang : « un pays, deux entités politiques égales »*

La rupture des relations diplomatiques avec les Etats-Unis en décembre 1978 et la mise en place le 1<sup>er</sup> janvier 1979 par la Chine populaire d'une nouvelle stratégie d'unification pacifique ne modifièrent pas immédiatement la politique continentale du Kuo-mintang. Au slogan de Pékin « un pays, deux systèmes » et aux « trois communications », Taipei répondait par les trois principes du peuple énoncés en 1924 par Sun Yat-sen (nationalisme, démocratie, bien-être social) et par les « trois non » (pas de contacts, pas de négociations, pas de concessions). Cette période prit fin en novembre 1987 après l'abolition de la loi martiale et l'autorisation par Chiang Ching-kuo pour les résidents de Formose de rendre visite à leurs parents sur le continent.

Il fallut cependant attendre 1990 et la confirmation de Lee Teng-hui au poste de président de la République (vice-président en 1988 à la mort de Chiang Ching-kuo, Lee Teng-hui fut réélu en 1990) pour que le Kuo-mintang adopte une nouvelle politique d'unification ou plutôt de coexistence pacifique avec le régime de Pékin. De nombreux facteurs expliquent cette évolution, dont quatre sont particulièrement importants :

- la multiplication, depuis le milieu des années 80, des échanges de toutes sortes avec le continent (commerciaux, culturels, visites familiales),
- l'impasse diplomatique dans laquelle la République de Chine se trouvait depuis 1979. Après la rupture avec les Etats-Unis, la République de Chine, refusant toute négociation avec la République Populaire de Chine et reconnue seulement par une vingtaine de pays, s'enferma dans un isolement diplomatique croissant,
- la montée en puissance du parti indépendantiste qui, aux élections locales de décembre 1989 remporta 36 % des voix,
- les événements de Tienanmen de mai-juin 1989 qui, par une prise de conscience des Taiwanais de la distance entre leur régime et celui du continent, incita Taipei à la fois à

s'orienter vers la formule « une Chine, deux entités politiques » et à amorcer un dialogue direct avec Pékin.

C'est dans son discours d'investiture, en mai 1990, que Lee Teng-hui annonça cette politique de coexistence pacifique et de développement des échanges entre les deux Chines. Cette annonce fut suivie un an plus tard de la publication des *Lignes directrices* par le Kuo-mintang.

### 2.2.2.- Les Lignes directrices de l'unification nationale (mars 1991)

Les *Lignes directrices* comportent deux idées forces : une Chine, deux entités politiques, et une unification du pays en trois étapes, au terme d'un long processus de rapprochement et dans le cadre d'un système démocratique. Les trois étapes décrites par Lee Teng-hui en 1991 sont les suivantes :

- à court terme, une phase de développement des échanges non officiels, de contacts privés et de réciprocité,
- à moyen terme, une phase de confiance mutuelle et de coopération qui verrait le développement de canaux officiels de communication, de relations postales, aériennes, maritimes et commerciales directes entre Taiwan et le continent,
- à long terme, une phase de consultation et d'unification. C'est seulement au terme de ces deux étapes que Taipei envisage l'établissement d'une structure consultative bilatérale chargée de « *discuter en commun de la structure politique et économique d'ensemble d'une Chine unifiée, conformément aux souhaits du peuple des deux côtés du détroit de Taiwan en adhérant aux principes de démocratie, de liberté économique, de justice sociale et de nationalisation des forces armées, dans le but d'établir une Chine démocratique, libre et prospère* ».

L'unification n'apparaissait désormais plus que l'objectif ultime d'un très long processus, ainsi dans les années qui suivirent, la politique continentale de Taiwan resta vague, alors que les échanges et les contacts officiels se multipliaient. En 1993, les initiatives taiwanaises pour retrouver sa place à l'Organisation des Nations Unies provoquèrent la même année la publication par Pékin du *Livre blanc* (§ 2.1.3.) ce qui incita Taipei à préciser sa stratégie d'unification par la publication d'un *Livre blanc*.

### 2.2.3.- *Le Livre blanc du gouvernement de Taipei (juillet 1994)*

En juillet 1994 le gouvernement de Taipei publia l'« *Explication des relations entre les deux rives du détroit de Taiwan* ». Ce texte divisé en trois parties comprenait :

- une première partie historique qui, reprenant le discours traditionnel du Kuo-mintang, conclut en ces termes : « *La raison fondamentale pour laquelle la Chine ne peut être réunifiée aujourd'hui ne réside pas, comme Pékin le prétend, dans le fait qu'une partie de la population de Taiwan souhaite se séparer de la Chine. Elle réside pas non plus dans l'ingérence de certaines forces étrangères. C'est le système politique et le niveau de développement économique de la Chine continentale, ainsi que les graves et violentes luttes pour le pouvoir qui y prennent place, qui ont eu raison de la confiance populaire pour le régime communiste (...). Voilà pourquoi (...) il n'y a pas de question taiwanaise mais seulement une question chinoise* »,
- une deuxième partie qui explique un certain nombre d'idées évoquées succinctement dans les *Lignes directrices* de 1991. Le principe d'unicité de la Chine n'est pas abandonné, le Kuo-mintang propose désormais une solution à l'allemande ou à la coréenne de la question de la division de la Chine : les relations interchinoises sont considérées comme intérieures à la Chine, et doivent être conduites dans le respect de la juridiction de chaque entité chinoise, tandis que les pays tiers sont invités à reconnaître les deux gouvernements chinois. Une telle approche ne peut se satisfaire de la formule communiste un pays, deux systèmes à laquelle le Kuo-mintang reste totalement opposé. En ce qui concerne l'option militaire, Taipei indique : « *L'interaction entre les deux rives n'est plus un jeu que l'une ou l'autre rive peut espérer emporter, mais une compétition de type 'gagnant-gagnant' au cours de laquelle les deux parties doivent se tenir prêtes à faire des concessions, et dont elles peuvent toutes deux tirer profit (...). Les partisans de l'indépendance de Taiwan ne constituent qu'une minorité de la population et il est absurde d'intimider la majorité de la population, qui s'identifie à la nation chinoise et à la culture chinoise, dans le simple but de s'en prendre à la minorité. De même, prétendre résister aux 'ingérences étrangères', alors que dans la réalité l'on menace directement la sécurité de la population de Taiwan dans son ensemble, présente une contradiction encore plus flagrante* »,
- la troisième partie établit la liste des facteurs internes et externes affectant les relations entre les deux rives.

S'il n'a pas officiellement renoncé à la politique des « trois non », le parti nationaliste a de fait accepté de négocier avec la Chine populaire. Cependant, la politique d'unification du courant majoritaire du Kuo-mintang, dominé par les Taiwanais de souche, met beaucoup plus l'accent sur la nécessaire mais prudente normalisation des relations avec la Chine populaire que sur une unité nationale qui, dans les circonstances actuelles, semble, aux yeux de ses responsables utopique et dangereuse. En effet, il n'est pas sûr qu'à Taiwan la réunification corresponde encore aux vœux des habitants, il faut à ce sujet noter que le nombre des habitants qui se sentent à la fois taiwanais et chinois s'est effondré de 33% en 1993 à 15% en 1999, le responsable taiwanais chargé du dialogue avec Pékin avance même le chiffre de 80% de la population taiwanaise favorable au maintien du système politique et économique de l'île<sup>1</sup>. Au sein du Kuo-mintang même, ce flottement idéologique s'est traduit par une scission entre, d'une part l'aile majoritaire de plus en plus marquée par l'arrivée de Taiwanais de souche, et d'autre part une aile minoritaire formée de continentaux qui se disent fidèles à l'idéal de réunification.

#### 2.2.4.- *Le Parti démocratique progressiste : l'indépendance de Taiwan*

Les groupes d'opposition taiwanais au Kuo-mintang se sont depuis longtemps montrés favorables à l'autodétermination de Formose. L'autoritarisme du parti nationaliste et la prétention du gouvernement de la République de Chine à représenter l'ensemble du pays ont longtemps alimenté une forte opposition indépendantiste. Ainsi, lors de sa création en novembre 1986, le Parti démocratique progressiste choisit de faire de cette question le noyau central de son choix politique en se montrant alors partisan d'une résolution pacifique du conflit avec Pékin et de l'instauration des trois communications directes (postales, commerciales, aériennes et maritimes) avec le continent. A sa création, seule une faction du Parti démocratique progressiste était favorable à l'indépendance de Formose.

La démocratisation de Taiwan et la libéralisation des contacts avec le continent ont contribué à intensifier le combat de ce parti pour l'indépendance. En 1987, il adopta une résolution défendant le droit du peuple à demander l'indépendance, mais évita de préconiser cette solution. En avril 1988, il déclara à la fois que « *Taiwan était naturellement indépendante de la République Populaire de Chine* » et qu'il revendiquait ouvertement l'indépendance si le Kuo-mintang acceptait de négocier avec le Parti Communiste chinois, s'il « *vendait* » Taiwan à Pékin, si la Chine populaire utilisait la force pour récupérer l'île ou si le Kuo-mintang

---

<sup>1</sup> An-chia Wu, «Taiwan n'est pas une colonie», Libération du 1<sup>er</sup> octobre 1999, p 8

retardait les réformes démocratiques. Toutefois, bien qu'opposé à toute négociation avec Pékin avant l'achèvement des réformes démocratiques, le Parti démocratique progressiste restait favorable à l'établissement de relations amicales avec le continent.

Cependant en 1991, la mise en place par le Kuo-mintang d'une diplomatie souple et d'une nouvelle politique de réunification, l'inflexibilité de la Chine populaire à l'égard de Taiwan et les événements de Tienanmen durcirent la politique continentale du Parti démocratique progressiste. En octobre, il décida d'inclure l'indépendance de Formose dans son programme politique avec pour ambition de fonder une République de Taiwan souveraine et indépendante. Paradoxalement, cette évolution devait inciter le mouvement indépendantiste à développer une politique continentale beaucoup plus prudente et donc, d'une certaine manière, plus proche du courant majoritaire du Kuo-mintang.

Début août 1994, le Parti démocratique progressiste publia un document intitulé *Déclaration de souveraineté de Taiwan* stigmatisant à la fois le *Livre blanc* de Pékin et la réponse de Taipei. Dans une première partie, ce parti réaffirme le principe d'autodétermination de Formose, ensuite, estimant que « *Taiwan appartient au peuple de Taiwan* » il donne sa version de l'histoire de cette île : « *En réalité, l'histoire de Taiwan au cours de ces quatre derniers siècles est celle de vagues successives de pionniers recherchant l'indépendance et l'autogouvernement. Espérant fuir la guerre et les désordres en Chine, choisissant de vivre à leurs manières, recherchant une terre qui pourrait être la leur, les pionniers bravèrent les dangers et la dureté de quitter leur terre ancestrale pour effectuer le périlleux voyage à Taiwan. Depuis les temps les plus anciens, ils durent lutter vaillamment contre toute forme de domination* ». Le Parti démocratique progressiste reprend ensuite son argumentation traditionnelle relative au statut international de l'île pour rejeter la formule communiste un pays, deux systèmes et le modèle nationaliste un pays, deux entités politiques qui est jugé irréaliste en raison de la constante opposition de Pékin à une telle solution. Il estime, en outre, que l'adhésion du Kuo-mintang au principe d'une seule Chine pourrait se révéler dangereuse, la meilleure formule à ses yeux pour permettre à Formose de retrouver un jour un siège à l'ONU reste « *Taiwan est Taiwan, la Chine est la Chine* ».

#### 2.2.5.- *Le Nouveau Parti*

Le Nouveau Parti, deuxième parti politique en nombre d'adhérents sur l'île derrière le Kuo-mintang, représente en quelque sorte la troisième voie. Il a été fondé en 1993, par scission du

Kuo-mintang en récupérant les membres d'origine continentale, hostiles à l'indépendance et affichant un anticommunisme de principe. Ce parti, tout comme la tendance minoritaire du Kuo-mintang, prône pour une réunification rapide (10 ans) avec le Chine continentale. Dans la pratique, il s'efforce surtout de maintenir un lien avec la Grande Terre. Il faut quand même noter que ce parti n'a recueilli aux dernières élections législatives de décembre 1998 que 11 sièges loin derrière le Kuo-mintang (123) et le Parti démocratique progressiste (70).

#### 2.2.6.- Les élections présidentielles de mars 2000

Le 9 juillet 1999, Lee Teng-hui, le président taiwanais, déclarait dans un entretien accordé à un journal allemand que «*depuis l'introduction de sa réforme constitutionnelle en 1991, la République de Chine avait redéfini ses relations avec le continent chinois comme étant des relations d'Etat à Etat ou au moins des relations spéciales d'Etat à Etat* ». Ces paroles ont provoqué une nouvelle crise avec la République Populaire de Chine. Comme en 1996, lors des dernières élections présidentielles qui avaient vu l'élection du candidat du Kuo-mintang (Lee Teng-hui), Pékin s'engagea dans une campagne de dénonciation du président taiwanais et multiplia les bruits de bottes aux environs de l'île rebelle, gelant ainsi à nouveau la poursuite de ses entretiens officiels avec Taipei. Toutefois, contrairement à il y a quatre ans, Pékin n'a répondu par un aucun geste provocateur, autre que verbal, à la déclaration de Lee Teng-hui.

La nouvelle position de Taipei n'est toutefois pas totalement claire et les difficultés de traduction en chinois des concepts de nation (*minzu* ou *guojia*), de pays (*guojia*) et d'Etat (*guojia*) ajoutent à la complexité de l'adaptation de la formule allemande (*Eine Nation, zwei Staaten*). C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Lee Teng-hui et les autorités taiwanaises se sont rapidement repliés sur la notion de «*relations spéciales d'Etat à Etat* », se souvenant probablement que les relations interallemandes étaient avant la réunification à la fois interétatiques et intérieures à la nation allemande. Il n'en demeure pas moins que les propos de Lee Teng-hui ainsi que l'ensemble des explications et précisions données dans les semaines qui suivirent par les autorités de Taipei quant à la solidité de leur engagement en faveur de la réunification future du pays ont surtout voulu rappeler une évidence que la diplomatie persiste à contredire : depuis 1949, la Chine est divisée en deux Etats qui ne peuvent s'unifier sans se reconnaître mutuellement d'une manière ou d'une autre.

Alors pourquoi Lee Teng-hui a-t-il relancé la polémique ? Deux explications ont été avancées, la première a trait à la situation politique intérieure de Taiwan, la deuxième aux relations américano-taiwanaises.

Beaucoup d'observateurs ont expliqué la motivation de la déclaration de Lee Teng-hui par la préparation de la prochaine élection présidentielle taiwanaise (mars 2000). En effet, Lien Chan, le candidat du Kuo-mintang actuellement vice-président de la République, est mal placé dans les sondages. Il se situe en général en troisième position derrière James Soong Chu-yu, un dissident du Kuo-mintang d'origine continentale soutenu également par les électeurs du Nouveau Parti, et Chen Shui-bian, le candidat du Parti démocratique progressiste. En contribuant à accroître la tension dans le détroit, « *Lee Teng-hui espère affaiblir à la fois James Soong Chu-yu, en l'obligeant à se démarquer d'une politique continentale souvent jugée trop conciliante à l'égard de Pékin, et Chen Shui-bian dont l'électorat, de sympathie indépendantiste, est susceptible de se rallier, en partie du moins, à un choix de raison et de stabilité* »<sup>1</sup>. Le Parti démocratique progressiste n'a pu du reste qu'acclamer les propos du président taiwanais.

Une autre explication d'ordre intérieur a mis l'accent sur le « facteur Lee Teng-hui » : avant de quitter la présidence de la République (sauf réforme constitutionnelle il ne peut se représenter pour un troisième mandat), Lee Teng-hui a souhaité verrouiller la politique continentale du pays, craignant sans doute que ses successeurs, plus timorés ou indécis, n'aient pas le courage de cette initiative. L'intégration de la théorie des deux Etats dans la charte du Kuo-mintang à la fin août 1999 semble confirmer cette thèse. Il n'en demeure pas moins que longuement préparée par l'évolution de la politique continentale taiwanaise, l'étendue du consensus qui s'est formé à la fois dans le parti au pouvoir et au sein de la société taiwanaise montre combien celui-ci dépasse le seul style Lee Teng-hui. Tandis que, « *le 12 juillet, déjà 56 % des Taiwanais approuvaient la déclaration de Lee Teng-hui (22 % la désapprouvaient), en août, ce pourcentage passait à 67 %. Au même moment, 87,2 % (contre 73 % en avril) de ceux-ci s'opposaient à la formule communiste « un pays, deux systèmes » (10,4 % la soutenaient, contre 9 % en avril)* »<sup>2</sup>.

L'autre explication de la déclaration de Lee Teng-hui relative aux relations avec les Etats-Unis sera abordée dans le paragraphe 3.4.

---

<sup>1</sup> & <sup>2</sup> Jean-Pierre Cabestan, «Recrudescence de tension dans le détroit de Formose», Perspectives chinoises, juillet-août 1999, p 6 & 7

### **3.- FACTEURS DE CONFRONTATION**

Les facteurs de confrontation entre les deux Chines sont constitués des intérêts de puissance de ces deux « Etats » qu'ils soient d'ordre militaire, maritime ou spatial. Dans cette optique une étude des deux défenses nationales de part et d'autre du détroit de Formose permettra de mieux appréhender les politiques et revendications maritimes et spatiales de Pékin et Taipei.

#### **3.1.- Les défenses nationales**

##### *3.1.1.- République Populaire de Chine*

L'Armée Populaire de Libération a été officiellement fondée le 8 août 1927. Contrairement à Taiwan cette armée n'est pas l'armée de la nation mais reste l'armée du Parti Communiste chinois, son premier devoir est de protéger le régime en place. Discréditée par les massacres de Tienanmen il y a dix ans, elle a été réhabilitée par le régime durant l'été 1998, lorsque son intervention lors des inondations a été magnifiée par la propagande du Parti Communiste chinois. La voici un an plus tard en première ligne d'un patriotisme mis à vif par l'intervention de l'OTAN en ex-Yougoslavie qui a renforcé le sentiment d'encerclement par les Américains et l'OTAN et contribué à approfondir le fossé entre Occidentaux et Chinois. Lors des incidents de 1996, l'Armée Populaire de Libération s'est montrée dans l'incapacité de contrer les deux groupes de porte-avions américains envoyés dans le détroit de Formose ; elle n'est, plus généralement, pas en mesure d'inquiéter la VII<sup>ème</sup> flotte américaine basée au Japon. La constatation de ces lacunes lui a donné l'impulsion nécessaire pour accélérer sa modernisation.

Cette modernisation comprend notamment une réduction des effectifs : comptant encore 4 millions d'hommes il y a quelques années, l'Armée Populaire de Libération est forte aujourd'hui de 2,3 millions d'hommes et devrait encore être réduite de 500 000 hommes prochainement. Parallèlement les soldats seront mieux formés avec un corps de sous-officiers techniciens, l'Armée Populaire de Libération a même créé une Académie des Sciences et Technologies Militaires et dispose d'institutions militaires supérieures comme par exemple l'Université Nationale de Défense. Cependant ses matériels sont encore vieux et ont en moyenne plus de 10 ans de retard sur les matériels occidentaux dont Taiwan est équipée, seuls une fraction de cette armée (400 000 hommes) serait équipée de matériels modernes.

Les analystes estiment que l'Armée Populaire de Libération, bien qu'étant l'armée la plus nombreuse au monde, reste mal entraînée et peu opérationnelle, sans réelle capacité de projection extérieure. Selon eux elle pourrait amener 30 000 hommes sur les rivages de Taiwan, là où il en faudrait dix fois plus pour avoir une chance de succès. Quant à la maîtrise du ciel, les F-16 et Mirage 2000 taiwanais sont supérieurs aux cinquante SU 27 chinois. Il reste les missiles chinois pointés sur l'île qui sont actuellement 100 à 150, et peut-être 600 dans trois ans. Taiwan dispose de batteries de la nouvelle génération de missiles antimissiles Patriot, qui ne stopperont jamais un si grand nombre de vecteurs.

La modernisation entreprise se fait avec l'aide de la Russie. En effet, à Paris comme à Washington un refus poli est opposé aux demandes des généraux de l'Armée Populaire de Libération qui cherchent à acquérir, en général en nombre très limité (2 à 3 exemplaires), des matériels occidentaux. Les Chinois peuvent cependant aller faire leur marché « high tech » à Moscou, en vertu du partenariat stratégique élargi, conclu fin août 99 entre Boris Eltsine et Jiang Zemin au Kirghizstan. Ainsi Pékin a entrepris dès à présent la modernisation de ses missiles et sous-marins.

Cette modernisation s'accompagne d'une augmentation de la part du budget allouée à la défense. Ainsi depuis 1989, Pékin a nettement augmenté ses dépenses de défense passant de 3,3 % du PIB en 1989 à 5,7 % en 1999 ce qui représente un budget officiel de 11 milliards<sup>1</sup> de dollars soit trois fois plus qu'il y a vingt ans. En isolant dans les différents budgets de la Chine Populaire tout ce qui se rapporte à la Défense, ce même budget a été estimé par les spécialistes occidentaux à 37,5 et 42 milliards de dollars respectivement en 1998 et 1999. De plus, suite aux déclarations du président taiwanais, Lee Teng-hui, en juillet 1999, l'Armée Populaire de Libération a obtenu une rallonge budgétaire en vue d'acquérir une nouvelle série d'avions modernes (il est avancé le chiffre de 60 avions de chasse soviétiques SU-30).

Ainsi, l'Armée Populaire de Libération ayant d'une part pris conscience de ses points faibles et d'autre part tiré les enseignements de la Guerre du Golfe s'est, depuis 1992, lancée dans une grande réforme qui devrait notamment la voir disposer de forces réduites mais mieux armées et entraînées, de capacités de projection accrues, et la voir développer des doctrines d'opérations combinées et offensives. Un des buts fixé pour l'horizon 2010/2015 par le Parti Communiste chinois serait même d'être suffisamment puissante pour être en mesure d'interdire ou de dissuader une intervention américaine dans le détroit de Taiwan.

---

<sup>1</sup> Jacques de Goldfiem, «la Chine, son armée, sa défense», Géopolitique n° 67, p 73

### 3.1.2.- République de Chine

L'objectif de la politique de défense de la République de Chine est de défendre le territoire sous son contrôle qui comprend Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, la principale menace restant le refus de Pékin de renoncer à user de la force militaire contre Taiwan.

Bien que la stratégie de Taiwan vise à l'équilibre des armées de terre, de l'air et de la marine, ces deux dernières (défense aérienne du territoire, contrôle des mers et défense côtière) bénéficient de priorités budgétaires. Le budget de la défense en légère réduction (en termes de pourcentage du Budget) reste très élevé puisque pour l'année fiscale 1997 ce dernier s'élevait à 9,18 milliards de dollars (21,1 % du Budget), pour 1998 il est passé à 9,46 milliards de dollars (20,9 % du Budget) et représente environ 4,7 % du PIB<sup>1</sup>.

Les effectifs militaires sont en cours de réduction puisqu'ils passeront de 470 000 hommes à moins de 400 000 en 2003 ( 250 000 pour l'armée de terre, 70 000 pour la marine et le corps des marines et 70 000 pour l'armée de l'air). Cette diminution des forces s'opère en même temps qu'une modernisation des équipements afin de disposer d'ici 2003 de forces armées aptes à agir selon le nouveau concept stratégique taiwanais qui est passé du « se préparer pour l'offensive et la défensive » à la fin des années 80 au « conserver une politique de défense cohérente et dissuasive ».

Cette modernisation est réalisée par l'acquisition effective ou programmée de matériels de guerre modernes tels que les 6 frégates type La Fayette ou les 60 Mirages 2000-5 et leur armement français, les 150 F-16, les 4 destroyers type Arleigh Burke, les avions de guet aérien E-2T, les chars de bataille M 48H et M 60A3 américains ... Le chef d'état-major des armées de la République de Chine, le général Tang Fei , évoque cette restructuration en ces termes : *« Les forces armées de la République de Chine ont entrepris depuis le début des années 80 un ambitieux programme de modernisation englobant l'armée de terre, de l'air et la marine. Afin d'accroître les capacités militaires de Taiwan, cette modernisation inclut l'acquisition d'armes de nouvelle génération telles que un système de défense aérienne intégré, une capacité de guet aérien, des chars de bataille, des systèmes de défense sol-air de courte et moyenne portées, des avions de chasse multi-rôles, des bâtiments de guerre et des sous-marins. Parallèlement, une restructuration importante des forces armées a été*

---

<sup>1</sup> Sengupta, «La défense de la république insulaire», Asian Defence, août 1999, p 10

*entreprise afin de faire de Taiwan une forteresse imprenable en mesure de conduire des opérations défensives et offensives sur terre, dans les airs et sur mer »<sup>1</sup>.*

Il convient de souligner que, dans ces procédures d'acquisition de matériel et perspectives en matière d'équipement, Taiwan exclut les armes nucléaires qu'elle est pourtant en mesure de fabriquer.

La stabilité militaire de part et d'autre du détroit semble aujourd'hui assurée, il n'en reste pas moins que l'on ne peut totalement exclure l'éventualité d'un acte irrationnel de la part des autorités communistes. Dans un tel cas, certains observateurs estiment qu'en raison d'une capacité de contre-attaque limitée, les armées de la République de Chine ne pourraient, en dépit de leur supériorité technique, résister pendant une longue période à un blocus sans l'aide des Etats-Unis. La quantité des armements de l'Armée Populaire de Libération, malgré leurs retards techniques, pourrait devenir un facteur de qualité, la stratégie chinoise restant simple : déborder l'adversaire sous le nombre.

### **3.2.- Les espaces maritimes**

Le 25 février 1992, le Parlement de la Chine populaire a adopté une loi maritime qui place la plus grande partie de la mer de Chine méridionale sous sa souveraineté. Pékin s'est ainsi approprié, sur le papier, une zone doublement stratégique qui disposerait d'importantes ressources en hydrocarbures et se situe sur le passage de grandes voies maritimes internationales. Il faut noter que cette zone maritime est revendiquée, partiellement ou totalement, par cinq autres Etats : le Vietnam, la Malaisie, le sultanat de Brunei, les Philippines et Taiwan. La revendication chinoise, qui vise les îles Spratley, ne dispose pas d'arguments solides à la lumière de la Convention sur le droit de la mer signée en 1982 à Montego Bay. Cependant, Pékin affirme aux pays qui veulent bien l'entendre que la Chine populaire est prête à utiliser la force pour faire respecter son bon droit. Si les menaces de Pékin doivent être prises au sérieux quant à la capacité de l'Armée Populaire de Libération de s'emparer militairement de ces îles, on peut quand même douter de sa capacité à établir et maintenir un flux logistique entre les îles Spratley et les bases arrière chinoises. Le risque d'un conflit armé semble donc, pour le moment tout du moins, écarté d'autant plus qu'il fragiliserait l'économie chinoise par fuite de bon nombre de capitaux et investissements

---

<sup>1</sup> Entretien avec le ministre de la défense nationale de la République de Chine, le général Tang Fei, «Asian Defence», août 1999, p 18

étrangers et qu'il risquerait d'entraîner une confrontation directe avec les Etats-Unis. En effet, le département d'Etat américain a affirmé vouloir préserver dans cette zone une totale liberté de circulation et dénoncé tout recours à la force pour résoudre des différends territoriaux. Concrètement, depuis la fermeture des bases américaines aux Philippines et suite à la tension que cette situation crée notamment aux Philippines, les Américains participent à nouveau, sur demande de Manille, à des manœuvres communes avec les forces armées de cet Etat.

La raison de la revendication chinoise semble plus politique que stratégique ou économique. En effet, bénéficiant du vide laissé par le retrait des Américains et Soviétiques, la Chine populaire se considère comme la seule puissance maritime de la région. Cette revendication lui permet ainsi d'affirmer sa puissance en manipulant ses voisins par le maintien du secret sur son budget militaire et du flou sur ses intentions. Elle lui permet également d'exercer une pression indirecte sur Taiwan, installé sur une île de l'archipel, en lui rappelant que la volonté d'expansion maritime de la Chine populaire, notamment en mer de Chine, ne pourra accepter qu'une île comme Taiwan, qui occupe une position stratégique à 160 kilomètres au large de la Grande Terre (elle se trouve en effet placée au centre de la mer de Chine, où sa position permet de contrôler les accès vers le Japon au nord, l'archipel des Spratley et les détroits indonésiens au sud et le Pacifique Nord à l'ouest), devienne un jour indépendante.

### **3.3.- L'espace**

La ligne de confrontation spatiale ne s'exerce pas directement entre la République Populaire de Chine et la République de Chine mais de manière indirecte entre Pékin et Taipei en passant par Washington.

La Chine cherche, en effet, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale à être reconnue comme une puissance non seulement asiatique, mais aussi mondiale, et l'espace lui semble de plus en plus l'un des moyens de parvenir à cette reconnaissance. L'importance que revêt ce secteur est telle qu'il n'a pas subi, comme d'autres, les contrecoups de la révolution culturelle et a pu poursuivre son développement durant cette période.

*« L'éventail des applications sur lesquelles travaillent actuellement les Chinois est très large puisqu'il comprend aussi bien les satellites de météorologie, ceux de télécommunications et de télédiffusion, l'observation, la technologie des lasers ou l'exploration spatiale qui pourrait*

*être source d'un grand prestige pour le pays »*<sup>1</sup>. L'espace, appelé quelquefois la prochaine province, pourrait donc prochainement faire l'objet d'un vol spatial habité chinois à partir d'une fusée plus puissante que la Longue marche 3B ou même recevoir une navette ainsi qu'une station spatiale dont les projets ont déjà été rendus publics. *«L'envoi d'un équipage dans l'espace permettrait à la Chine de rejoindre, trente ans après les Etats-Unis et la Russie, le club des puissances capables d'envoyer un homme dans l'espace. La réalisation des vols habités est jugée par les autorités chinoises comme indispensable pour maintenir une position dominante dans l'industrie spatiale à l'échelon international »*<sup>2</sup>. Ce projet de vol spatial habité représente un triple enjeu pour la République Populaire de Chine : commercial (la Chine continentale entend retrouver puis dépasser les 9 % de part du marché mondial du lancement de satellites, place qui était la sienne jusqu'au trois accidents de janvier 1995, février et août 1996 au cours desquels trois satellites d'origine américaine ont été perdus), technologique et politique.

Les retombées de ces différents programmes sont importantes dans les applications civiles comme militaires. Elles pourraient en effet considérablement renforcer l'appareil militaire chinois et lui permettre, à terme, d'imposer ses prétentions aux pays voisins. On peut ainsi très bien envisager que les forces armées se dotent assez rapidement de capacités d'observation bien supérieures à celles dont elles disposent à l'heure actuelle, ce qui leur permettrait notamment de mieux surveiller leur environnement (tant du point de vue du prépositionnement ou du déplacement des forces adverses que de l'interception de données électromagnétiques) et d'intervenir plus rapidement dans le détroit de Taiwan ou en mer de Chine méridionale.

Le ministre taiwanais de la Défense estime que, si la Chine poursuit le développement de ses satellites espions (selon les autorités de l'île, Pékin devrait en envoyer six en l'an 2000) et de ses capacités électroniques au même rythme, les capacités chinoises seront bien supérieures à celles de Taiwan vers 2010. Les relations sino-américaines dans le domaine spatial se dégradent d'autant plus que Washington affiche clairement sa volonté de constituer un bouclier antimissiles à échelle régionale (Japon, Corée du Sud, Taiwan) tandis que Pékin montre une opposition résolue pour la participation de Taiwan au projet. En effet, il constitue pour Pékin une menace importante dans la mesure où les stratèges chinois, conscients des insuffisances de l'Armée Populaire de Libération impossibles à combler à court terme, ont fait

---

<sup>1</sup> & <sup>2</sup> Nathalie Hoffmann, «L'espace, nouvel échiquier pour la rivalité sino-occidentale», Défense Nationale, nov. 1999, p 122 & 126

du développement de missiles et de forces nucléaires une priorité qui garantit à la Chine, au niveau régional, une nette supériorité sur ses voisins. La mise en place d'un tel système ne pourrait que remettre en question ce moyen de pression incomparable. En poussant le raisonnement à son terme quant à l'utilisation éventuelle de ces missiles notamment nucléaires, ce système pourrait, s'il s'avérait efficace, protéger Taipei d'une des épées de Damoclès de Pékin. Comme le souligne madame Delpech, directeur de la prospective au Commissariat à l'Energie Atomique, Pékin ne se prive pas de rappeler que « *La Chine a pris l'engagement de ne pas utiliser son armement nucléaire en premier, engagement qui ne s'applique pas à l'égard de Taiwan* ».

De plus, la persistance des ambitions spatiales affichées par Taiwan dans les années 80, l'assistance fournie par les Etats-Unis pour l'envoi d'un satellite taiwanais le 26 janvier 1999, ainsi que l'annonce de la livraison de nouveaux systèmes d'armes à Taiwan constituent des facteurs supplémentaires de dégradation des relations entre Pékin et Washington. Du point de vue chinois, en effet, ces éléments ne peuvent être qu'un obstacle supplémentaire à l'étape ultime de l'unification chinoise : l'intégration de Taiwan.

Ainsi, il est possible voire probable que le jeu des alliances, que celles-ci soient politiques, et de fait technologiques ou militaires, risque de transformer l'espace en prochain théâtre d'affrontement.

### **3.4.- Pékin, Taipei et ...Washington**

Il faut se souvenir que la situation dans le détroit n'est pas seulement le résultat du face-à-face Pékin - Taipei. Dans le différend qui oppose les deux Chines, les Etats-Unis jouent un rôle majeur. Dans cette relation à trois, la stratégie des Etats-Unis envers Taiwan a fait preuve d'une grande constance. Cette continuité peut être résumée par deux principes : le maintien du statu quo dans le détroit de Taiwan et la résolution pacifique de la question de Taiwan. Ainsi, la reconnaissance par les Etats-Unis de la Chine populaire en 1979 fut étroitement liée à l'acceptation par Deng Xiaoping de cette condition, qui elle-même permit à Washington de mettre fin à son accord de sécurité avec Taiwan (1954) et de retirer ses troupes de l'île. Depuis, Washington, qui dispose vis-à-vis de Pékin d'une supériorité militaire, a toujours réagi (notamment au cours de la dernière crise de mars 1996) conformément aux dispositions du *Taiwan Relations Act*, adopté par le Congrès en 1979 qui stipule entre autre :

« *La politique des Etats-Unis consiste à: (...)*

- *préciser que la décision des Etats-Unis d'établir des relations diplomatiques avec la République Populaire de Chine repose sur l'espoir que l'avenir de Taiwan sera déterminé par des moyens pacifiques,*
- *considérer toute tentative visant à déterminer l'avenir de Taiwan par des moyens autres que pacifiques, y compris le boycott ou l'embargo, comme une menace à la paix et à la sécurité dans la région du Pacifique occidental et comme un sujet de grave préoccupation pour les Etats-Unis,*
- *fournir à Taiwan des armes de nature défensive,*
- *maintenir la capacité des Etats-Unis de résister à tout recours à la force ou à toute autre forme de contrainte qui mettrait en danger la sécurité, ou le système social et économique du peuple de Taiwan ».*

Bien que Taiwan n'occupe pas la place stratégique du Koweït, son importance dans le commerce mondial et dans l'économie extrême-orientale, où les Etats-Unis sont de plus en plus présents, ainsi que la crédibilité stratégique des Etats-Unis dans le Pacifique obligerait certainement ces derniers à s'engager militairement ; ils l'ont, du reste, déjà fait lors des trois crises de Taiwan de 1954, 1958 et 1962.

Depuis le début de 1998, inquiète par la montée en puissance du Parti démocratique progressiste et l'évolution future du rapport de forces militaires entre Pékin et Taipei et cherchant par conséquent à se prémunir contre toute nouvelle crise dans le détroit, l'administration Clinton a progressivement accru ses pressions sur le gouvernement taiwanais. Toute réunification étant aujourd'hui encore totalement inconcevable, les Etats-Unis ont notamment cherché à persuader Taiwan de l'utilité de négocier un accord intermédiaire avec la Chine populaire. La réaffirmation en juin 1998 en Chine par le président américain de la politique dite des « trois non » (ou plutôt des trois « non soutien » : non à l'indépendance de Taiwan, non à 'deux Chines' ou 'une Chine - un Taiwan' et non à l'entrée de Taiwan dans les organisations internationales où la qualité d'Etat est requise) s'inscrit entièrement dans cette stratégie. Mais c'était oublier un peu vite le Congrès, dominé par les Républicains, et la préparation de la campagne présidentielle américaine. A Washington, les différentes affaires d'espionnage impliquant la Chine (subtilisation de technologies américaines et par la suite interdiction par le Congrès américain du lancement de satellites américains par les lanceurs chinois), la modernisation de l'Armée Populaire de Libération et les risques qu'elle crée pour la sécurité de Taiwan ont attiré l'attention d'une partie des autorités américaines et fait

adopter aux Etats-Unis un projet de loi exigeant la présentation annuelle par le département de la Défense au Congrès d'un rapport sur la sécurité dans le détroit de Taiwan. Il apparaît que les Etats-Unis sont plus divisés que jamais sur la politique à adopter à l'égard de la Chine. Si les libéraux qui entourent le président Clinton continuent de considérer la Chine comme un ami et éprouvent du mal à se réconcilier avec un régime taiwanais trop ouvertement soutenu par la droite conservatrice américaine, l'évolution des intérêts stratégiques respectifs de Washington et de Pékin, la multiplication des différends sino-américains (droits de l'homme, rapport Cox sur l'espionnage chinois aux Etats-Unis, Theater Missile Defense ...) ainsi que la montée en puissance des problèmes commerciaux ont contribué à brouiller les cartes. Tant le Parti démocrate que le Parti républicain sont tiraillés entre les intérêts des milieux d'affaires, les préoccupations des responsables de la défense et les pressions de organisations de protection des droits de l'homme. Ce moment de flottement américain de pouvait être mieux choisi par Lee Teng-hui pour rappeler, lors de son discours de juillet dernier, les ambitions de Taiwan.

Plus près de nous, la guerre du Kosovo a provoqué un véritable traumatisme à Pékin. La relative facilité avec laquelle les pays de l'Alliance atlantique (les Etats-Unis pour ne pas les nommer) ont, sans consultation de l'ONU et donc de Pékin, foulé, au nom du droit d'ingérence humanitaire, la souveraineté d'un Etat n'a pu qu'accroître la pression internationale sur un régime qui n'a pas en matière de droits de l'homme et de respect des minorités la conscience totalement tranquille. Pour Jiang Zemin, Taiwan ne doit pas devenir le Kosovo de l'Asie, d'où l'ampleur des vociférations de Pékin contre l'extension de l'OTAN et l'encerclement de la République Populaire de Chine par les Etats-Unis et ses alliés. Ces réactions chinoises sont à mettre en parallèle avec la nouvelle donne stratégique qui s'est faite jour en Asie - Pacifique : libérée de la menace de l'Armée rouge, la Chine populaire a pu accroître sa pression sur Taiwan et l'ensemble de son environnement maritime (Mer de Chine du Sud, § 3.2.). Elle a, en outre, clairement élevé les Etats-Unis, désormais unique superpuissance, au rang de principale entrave à ses intérêts extérieurs ; cette tension est fortement ressentie outre-Atlantique (perception grandissante de la Chine comme menace nucléaire par la population américaine, doute des investisseurs américains quant à la réalité des bénéfices offerts par la Chine). Les autorités de Pékin ont développé une politique étrangère nationaliste et anti-occidentale dans laquelle la mise au pas de Taiwan ne peut constituer qu'un objectif prioritaire.

Plus encore qu'il y a quatre ans, la direction du Parti Communiste chinois est apparue divisée sur la question de Taiwan et la meilleure attitude à adopter en réponse aux déclarations de Lee Teng-hui. La réunion estivale des plus hauts responsables chinois à Beidaihe a pour l'instant tranché en faveur des modérés plutôt que de tenter une aventure militaire contre Taiwan. L'impact de ce renouveau de tension dans le détroit sur l'économie chinoise n'est très certainement pas passé inaperçu (chute des bourses de Shanghai et de Shenzhen dans une plus large proportion que celle de Taipei, diminution des investissements étrangers et notamment taiwanais), de même les conséquences catastrophiques d'une guerre contre Taiwan sur les relations extérieures de la Chine populaire, les réformes économiques, voire l'avenir du régime communiste ont du également être mesurées. La faiblesse fondamentale de la Chine populaire réside dans le fait paradoxal que, pour tenter de régler la question de Taiwan, ce pays est contraint de faire la cour à la puissance qui constitue la cible principale de sa stratégie extérieure : les Etats-Unis, la Chine a besoin des investissements américains à l'heure où ceux des pays asiatiques victimes de la crise économique se réduisent, ainsi « *de 1979 à 1989, les investissements cumulés américains ne dépassaient pas 1,7 milliard de dollars alors qu'ils atteignaient 21 milliards à la fin de l'année 1998 ... les exportations chinoises vers les Etats-Unis ont atteint en 1998 55,8 milliards de dollars alors que les importations américaines vers la République Populaire de Chine n'ont pas dépassé 18,9 milliards de dollars* »<sup>1</sup>. La Chine a également d'autres raisons de maintenir ce lien avec les Etats-Unis (formation de ses étudiants, transferts de technologie, revenus commerciaux..).

Aujourd'hui, tout se passe comme si l'ensemble de la politique étrangère chinoise s'organisait autour de cette contradiction. C'est la raison pour laquelle, dans les conditions actuelles, le moins improbable des scénarios reste le retour progressif de la Chine populaire vers la table des négociations en oubliant progressivement une fois encore, comme en 1997-1998, les conditions qu'elle y a imposées (abandon de la théorie des deux Etats).

---

<sup>1</sup> Valérie Niquet, «Les relations sino-américaines après la guerre du Kosovo», Défense nationale, octobre 1999, p 109

## CONCLUSION

Ainsi comme nous venons de le voir, les rapports entre les deux Chines s'inscrivent dans le cadre de facteurs de rapprochement, d'éloignement et de confrontation. Les facteurs de rapprochement sont avant tout des facteurs liés à la société chinoise au sens large et donc profondément ancrés dans les deux cultures. Il ne faut néanmoins pas oublier que le paradoxe subsiste entre d'une part des sociétés qui se connaissent et se comprennent de mieux en mieux, et d'autre part, effet secondaire de l'approfondissement de la connaissance mutuelle, une société taiwanaise qui semble se replier dans son insularité et son autonomie et ne souhaite pas une réunification rapide tout du moins tant que les conditions économiques et surtout politiques persisteront sur le continent. Si on devait uniquement prendre en compte ces facteurs, il est probable que cette réunification s'opérerait en douceur et à long terme.

Les facteurs d'éloignement sont quant à eux liés exclusivement aux politiques étrangères menées de part et d'autre du détroit de Formose. Toute évolution d'une politique continentale ou insulaire, avec ou sans l'assentiment de la société chinoise ou taiwanaise, aurait sans nul doute un impact extrêmement important et positif sur une éventuelle réunification. Ces politiques ne sont toutefois pas sans conséquences, puisque les facteurs de confrontation identifiés découlent directement des politiques étrangères menées. A Pékin, la forte volonté expansionniste affichée par le Parti Communiste chinois dans les différents domaines de confrontation (espace, espaces maritimes...) montre qu'il est aujourd'hui peu probable que la Chine continentale modifie de manière forte sa politique étrangère et donc tempère ses ambitions d'expansion et de réunification. Pékin rappelle d'ailleurs fréquemment sa volonté de réunification par le biais de sa politique de sécurité qui préconise l'emploi de la force militaire contre Taiwan dans les trois cas suivants : proclamation d'indépendance, programme nucléaire militaire et intervention étrangère sur l'île.

En l'état actuel, il apparaît donc bien que les relations entre Pékin et Taipei, dont les positions politiques sont incompatibles, resteront délicates et fluctuantes et risquent de prolonger encore fort longtemps le statu quo. Même si les perspectives restent brouillées, il est peu probable que les crises qui pourraient encore survenir, engendrées notamment par la politique de Lee Teng-hui, provoquent un dérapage majeur, notamment en raison des conséquences négatives que ce dérapage aurait inmanquablement sur l'essor de l'économie chinoise par fuite de capitaux et par conséquent sur la stabilité de son régime. Ainsi sauf modification brutale des rapports de forces, cette situation devrait se prolonger.

Mais demain, la réalisation effective des deux autres grands défis de la Chine continentale (limitation de la croissance démographique et élimination de la pauvreté, approfondissement de la réforme) qui assoirait sa solidité économique, la modernisation effective de l'Armée Populaire de Libération, qui la mettrait au niveau technologique des forces armées de Taiwan, alliée à une stratégie de débordement de l'adversaire sous le nombre et à une forte dissuasion envers les Etats-Unis de toute tentative d'intervention militaire dans le détroit permettront-elles encore à ces derniers de se positionner en tant qu'arbitre et de s'interposer entre les deux Chines si tenté que cette position serve encore leurs intérêts ? Rien n'est moins sûr et le statu quo ne durera pas éternellement du moins si les Chinois se réfèrent à Sun Tse qui considérait la guerre comme une réalité inévitable, un acte conscient dont la paix dicte le sens.

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **1.- Publications périodiques :**

- Courrier international,
- Géopolitique,
- Les échos de la République de Chine.

### **2.- Publications annuelles :**

- Asie : une crise plurielle (Problèmes économiques, 1999),
- Quid 1999,
- Ramsès 2000,
- The Far East and Australasia 1999,
- East Asian strategic review 1998-1999.

### **3.- Divers :**

- Chine Etats-Unis la « guerre des étoiles » se joue en Asie (Shawn W Crispin, Yitzhou Wang, Alexandre Golts, Honda Masaru, James H Anderson, 1999),
- Crise globale et crises locales : l'exception taiwanaise ? (James Harding, 1999),
- Entretien avec le Ministre de la Défense Nationale de la République de Chine, le général Tang Fei (Asian Defence, 1999),
- Fantômes de conflit en mer de Chine méridionale (Virginie Raison, 1999),
- La Chine, l'Inde et la sécurité de l'Asie au 21<sup>ème</sup> siècle (Asian defence, 1999),
- La Chine populaire, Taiwan et les Etats-Unis : Echanges constructifs ou dilemme stratégique (Jean-Pierre Cabestan, 1999),
- La Chine, son armée, sa défense (Jacques de Goldfiem, 1999),
- La défense de la république insulaire (Prasun K Sengupta, 1999),
- La normalisation des relations sino-américaines (Patrick Tyler, 1999),
- Le point sur la situation stratégique de l'Extrême-Orient (The national institute for defense studies, 1999),
- La position de Taiwan (Lee Teng-hui, 1999),
- Les relations sino-américaines après la guerre du Kosovo (Valérie Niquet, 1999),
- L'espace, nouvel échiquier pour la rivalité sino-occidentale ? (Nathalie Hoffmann, 1999),
- Pékin, Taipei, cinquante ans après (Jacques de Goldfiem, 1999),
- Pékin Taipei, par-delà les diktats (Selin S Harrison, 1999),

- Recrudescence de tension « d'Etat à Etat » dans le détroit de Formose (Jean-Pierre Cabestan, 1999),
- Rendez-vous limités (Bates Gill, 1999),
- Taiwan en 1998 : une année favorable au Kuo-mintang (Asian survey, 1999),
- Taiwan n'est pas une colonie (Wu An-chia, 1999).
- Une famille taiwanaise déchirée par ses questions d'identité (Zach Coleman, 1999),
- Dictionnaire de géopolitique (Aymeric Chauprade, François Thual, 1998),
- Relations Chine - Taiwan : mythes et réalités (François Danjou, 1998),
- Taiwan Chine populaire : l'impossible réunification (Jean-Pierre Cabestan, 1995).